

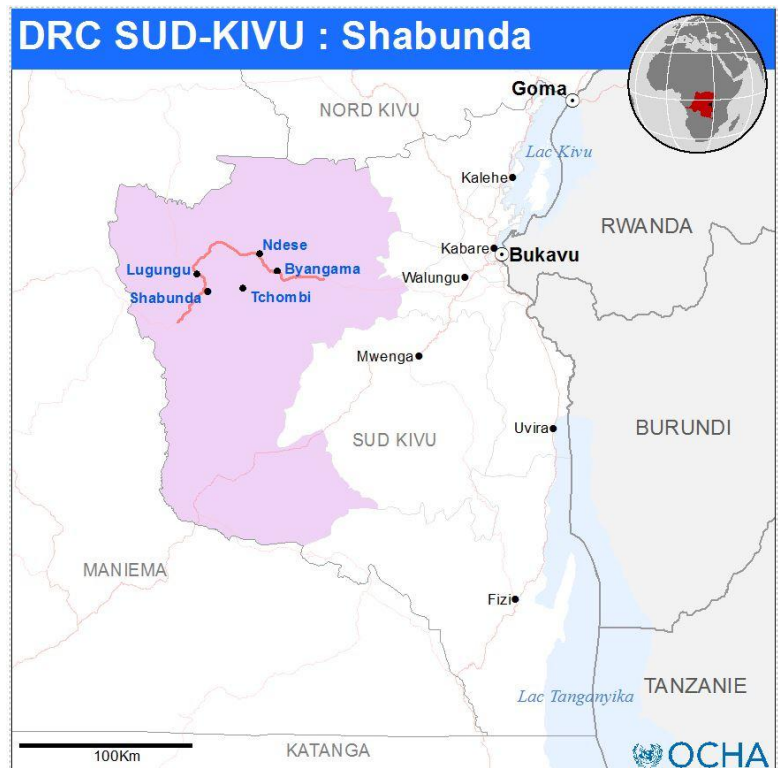
Faits saillants

- Plus de 20 000 personnes déplacées fuient l'insécurité dans le Territoire de Shabunda
- Le plaidoyer des humanitaires permet à 510 élèves d'accéder à l'école à Mwenga alors que la rentrée reste perturbée pour 10 000 autres dans la Province

Contexte général

Mouvements de population

Selon des sources locales, d'importants affrontements ont eu lieu depuis le 12 septembre entre les Forces Armées de la RDC (FARDC) et un groupe armé Raïa Mutomboki dans le Territoire de Shabunda. Les affrontements ont commencé autour des localités de Lugungu puis se sont poursuivis à Byangama, Ndese et Tchombi forçant tous les habitants de ces localités à fuir l'insécurité. Ces populations se seraient déplacées dans la forêt et vers les villages environnants et craignent d'éventuels nouveaux affrontements ou représailles par les groupes armés dans la zone. Suite à l'accalmie liée notamment au retour rapide de l'armée, la population de Lugungu aurait commencé à rentrer. Ces personnes auraient été victimes de pillages par les RM en marge des affrontements. La situation demeurant instable dans la zone et faute d'accès humanitaire dans les localités où les opérations ont eu lieu, aucune évaluation humanitaire n'a encore été possible afin de connaître l'ampleur des déplacements et des besoins humanitaires. Toutefois, les estimations basées sur les dénombrements sanitaires de la zone laissent craindre jusqu'à 20 000 personnes déplacées. La sécurisation effective et continue de la zone pourrait entraîner un retour rapide des déplacés.



Besoins et réponses humanitaires

Education

- Suite au plaidoyer des humanitaires œuvrant dans le domaine de l'éducation auprès de la Ministre provinciale de l'éducation, les [Forces démocratiques de libération du Rwanda \(FDLR\)](#) qui occupaient deux structures éducatives, l'Ecole primaire Itudu et l'Institut secondaire Itudu dans la localité de Karhala, au nord-est de Mwenga, ont quitté les lieux afin de permettre aux élèves de reprendre leurs études le 15 septembre. 370 élèves (170 filles et 200 garçons) sont ainsi retournés à l'école primaire Itudu et 140 élèves (39 filles et 101 garçons) ont repris leurs études à l'Institut Itudu cette semaine. Néanmoins, la rentrée scolaire 2014/15 continue d'être perturbée dans la province avec plus de 10 000 élèves qui n'ont pas pu reprendre le chemin de l'école. Environ 9 600 élèves de la Presqu'île d'Ubwari, en Territoire de Fizi, sont privés d'école en raison de l'insécurité liée au [conflit qui oppose l'armée congolaise \(FARDC\) au groupe Mayi-Mayi Yakutumba depuis le mois de juin](#). Environ 40 écoles de la presqu'île n'ont pas rouvert leurs portes le 8 septembre, date de la rentrée scolaire, la plupart du personnel scolaire et des familles étant en situation de déplacement. Seules les trois écoles de la localité de Some auraient repris normalement l'année scolaire. La rentrée scolaire n'a pas non plus été effective à [Penekusu et dans les localités environnantes](#) où au moins quatre écoles primaires (EP Penekusu, Ndima, Indumbu, et Mizomba) et trois écoles secondaires (Institut

Penekusu, Luliba et Kitindi) n'ont pas pu ouvrir leurs portes en raison de l'insécurité. A Luvungi (Territoire d'Uvira), 400 élèves attendent toujours de pouvoir entamer leur année scolaire [en raison des pluies ayant détruit leurs écoles](#) le 30 août. Les autorités scolaires étudient la possibilité d'aménager les cours dans une église. A Sange (Territoire d'Uvira), 1 500 élèves [déplacés de Mutarule](#) n'ont [toujours pas pu reprendre l'école](#) mais une mission d'évaluation par les humanitaires œuvrant dans le domaine de l'éducation a eu lieu la semaine dernière, ce qui devrait donner la possibilité pour les élèves déplacés d'étudier dans leur localité d'accueil.

Santé

- Selon les autorités sanitaires de la Plaine de la Ruzizi, près de 2 000 habitants de Mutarule II sont privés de soins de santé depuis la fermeture du Centre de santé de Mutarule I en juin dernier, [suite au massacre d'une trentaine de personnes](#) appartenant à l'une des communautés, dans la nuit du 6 au 7 juin. Selon ces mêmes autorités, le seul dispensaire ouvert n'a pas la capacité de couvrir les besoins en santé de cette population ni d'organiser des activités préventives telles que les vaccinations de routine.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Bureau de la Coordination des Affaires Humanitaires - République Démocratique du Congo

Florent Méhaule, Chef de Sous-Bureau, OCHA Sud-Kivu, mehaule@un.org, +243 97 000 37 66

Naomi Frérotte, Chargée d'information publique, OCHA Sud-Kivu, frerotte@un.org, +243 81 706 13 42

Maxime Nama, Assistant à l'information publique, OCHA Sud-Kivu, nama@un.org, +243 81 706 12 33

Yvon Edoumou, Chargé de l'information publique et du plaidoyer, OCHA-RDC, edoumou@un.org, +243 97 000 37 50

Toute l'information humanitaire sur la RDC en ligne sur www.rdc-humanitaire.net et sur @UNOCHA_DRC